

Unanimité pour bouder l'invitation de Mme Penchard

le 24 août 2010 à 16:28 | source: Tahitipresse |

Le député Bruno Sandras avait invité tous les partis politiques à venir discuter, ce mardi au CESC, de la réforme électorale. Ils y ont tous répondu (même Gaston Flosse) sauf l'UPLD qui avait déjà fait savoir, la veille, qu'elle ne se rendrait pas à Paris. Une décision que partagent finalement les autres partis qui estiment aussi que c'est à la ministre de l'Outre-mer de se déplacer. Teina Maraëura doit demander ce soir au président Tong Sang de ne pas s'y rendre. Interview.

Tahitipresse : Monsieur le député, vous aviez invité les groupes politiques à venir discuter de la réforme électorale. Ils y ont tous répondu sauf l'UPLD. Pourtant, la décision finale est finalement la même que celle de l'UPLD. Vous pouvez nous expliquer ?

Bruno Sandras : Vous faites des raccourcis un peu rapides...Mais en tous les cas, comme en janvier et en février, j'ai envoyé des invitations à tout le monde. Dans mon esprit, il n'y a pas de petits ni de grands ! Et aujourd'hui, on a bien avancé puisque certains "grands" sont venus (Gaston Flosse notamment, ndlr). Aujourd'hui les choses se précipitent. Une partie des élus sont invités à se rendre à Paris, et sur le fond de la démarche, unanimement, nous avons dit que nous n'étions pas d'accord. Parce que, un, lorsqu'elle est venue ici, elle s'était engagée, après que la mission de M. Barthélémy a rendu son rapport, à venir ici nous voir, expliquer ses choix qu'elle assumera de toute façon, et ensuite à transmettre son texte au gouvernement et au Parlement. Aujourd'hui, il apparaît que seuls les groupes représentés à l'assemblée (de Polynésie, ndlr) sont invités, les parlementaires, et deux formations politiques, parce que leurs leaders se sont présentés aux élections européennes : Nicole Bouteau pour No oe e te Nunaa, et Jacky Bryant pour les Heiura les Verts parce qu'ils ont obtenu un score supérieur à 10%. C'est là qu'on ne comprend pas. Et c'est là que ça cause un trouble dans l'esprit de tout le monde".

Tahitipresse : Mais n'était-il pas prévu que Mme Penchard vienne en Polynésie après avoir justement rencontré les groupes politiques représentés à l'assemblée ?

Bruno Sandras : Non, ce n'est pas ce qui était prévu. Et c'est pour ça qu'aujourd'hui, unanimement il ressort quoi ? Un : M. Teina Maraëura nous a informés qu'il rencontrait le président de la Polynésie ce soir pour lui demander en notre nom à tous, d'organiser une réunion rapidement avec tous les élus à l'assemblée et toutes les formations politiques. Nous répondrons à son invitation. J'espère que Teina Maraëura va réussir. Deuxièmement, pour demander au président du Pays de ne pas se rendre à Paris, parce qu'évidemment, si lui il s'y rend, ceux qui ont été invités vont s'y rendre aussi. D'autant qu'on a appris que certains ont déjà acheté leurs billets d'avion. Mais tous ont dit que si personne ne part, on revient sur notre décision et on ne partira plus pour parler de ça. On attend qu'elle vienne ici. Je pense que c'est une position tout à fait positive et je crois que Paris a besoin d'entendre aussi une voix unanime sortir d'ici, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Je rêve peut-être mais nous étions à peu près une quinzaine de partis présents et je pense que quand M. Tong Sang recevra le message de M. Maraëura ce soir, il prendra une décision. Mais je pense que c'est dans son intérêt et dans celui des Polynésiens. Le sénateur, au nom du groupe Tahoëraa a dit que si personne ne part, il ne partirait pas non plus. La preuve que quand on peut s'asseoir autour d'une table, il peut en sortir des choses très positives.

Tahitipresse : N'avez-vous pas peur que ce que vous voulez envoyer comme message fort finalement soit reçu par Paris comme un énième caprice des enfants gâtés de la Polynésie ?

Bruno Sandras : Non, mais mettez-vous à notre place. Le Tavini huiraatira, le président de l'assemblée, ont fait part publiquement de leur souhait de ne pas participer. Ça veut donc dire qu'au moins une bonne partie, pour ne pas dire la moitié de l'électorat, ne sera pas entendue à Paris. À quel titre, nous, parlementaires, nous allons parler de cette loi électorale dont, encore une fois, nous n'avons aucune information. Déjà, il y a problème rien qu'avec cette absence. Mme Penchard devrait revoir sa position. Je pense que c'est plus facile pour elle de venir que pour tout le monde d'y aller.

Tahitipresse : Pour revenir sur le fond, vous dites que vous ne savez rien de cette réforme électorale. Malgré votre statut de parlementaire, vos réseaux à Paris, vous n'avez aucune information qui a filtré ?

Bruno Sandras : Absolument rien et je peux vous dire aujourd'hui que nous partons dans l'inconnu. Nous ne savons même pas ce qui nous sera proposé. Est-ce que le ministère a une position, ou n'en a pas, ou en a plusieurs ? Aujourd'hui, le mystère le plus total règne sur cette affaire. Le mieux, c'est qu'elle vienne elle-même lever le voile et lever le doute.

Tahitipresse : Enfin, pensez-vous, à l'instar de l'UPLD, que tout est déjà plié d'avance à Paris ?

Bruno Sandras : Non, ce n'est pas ce que nous disons. L'UPLD a décidé de ne pas se rendre à Paris frustré de ne pas avoir été reçus quand ils l'ont demandé au mois de juillet. Nous ne sommes pas dans cet état d'esprit là. Nous ne faisons pas ça par esprit de revanche. Nous disons simplement qu'elle s'était engagée à venir nous voir. On comprend bien les impératifs du gouvernement (central, ndlr). On sait qu'il y a le débat sur les retraites qui va commencer la semaine prochaine. Un débat important après lequel le président de la République a annoncé un remaniement ministériel. Il y a certainement tout ça qui rentre en compte. Mais pour nous, partis politiques de la Polynésie française, ce qui importe le plus, c'est la loi qui va être élaborée et qui va nous concerner tous. C'est ça qui prime avant tout.